ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 35.098/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 18 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente", a donné le 20 mars 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.098/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 18 maart 2003 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit-, en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie", heeft op 20 maart 2003 het volgende advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, inséré par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

> "Le bénéfice de l'urgence est souhaité par le Gouvernement au motif que cet arrêté doit entrer en vigueur en même temps que la loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Cette loi a été votée le 13 mars 2003 en séance plénière du Sénat et le législateur entend la voir entrer en vigueur le plus vite possible. En effet, les auditions parlementaires ont montré l'importance des aspects humains et économiques liés à l'exportation, l'importation et le transit d'armes. Il est donc fondamental que le Gouvernement fixe, dans des délais très court, un cadre réglementaire clair et stable.
>
> J'attire aussi votre attention sur l'urgence pour le Gouvernement d'effectuer des contrôles plus sévères à l'exportation et au transit d'équipements à usage de maintien de l'ordre afin de contribuer à un meilleur respect des droits de l'homme et à une plus grande sécurité et stabilité internationale, comme repris dans diverses positions communes du Conseil européen. Il peut, entre autre, être référé à la position commune 2002/402/PESC du 27 mai 2002 concernant les mesures restrictives à des membres de l'organisation AL-Quaida, ainsi que des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés.".

*

* *

Le Conseil d'Etat, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

Préambule

L'avis de la Commission économique interministérielle n'est pas requis [(1)]. L'alinéa 6 doit dès lors être omis.

Dispositif

Article 1er

L'article 4 du projet de loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente stipule que, dans la loi, les mots "à un usage militaire" sont chaque fois remplacés par les mots "à un usage militaire ou de maintien de l'ordre" [(2)].

Il convient dès lors de mettre l'arrêté royal du 8 mars 1993 réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, en conformité avec la loi modifiée et de remplacer les mots "à un usage militaire, de maintien de l'ordre" par les mots "à un usage militaire ou de maintien de l'ordre", pour couvrir exactement le même champ d'application.

Article 2

L'article 5, § 4, en projet s'inspire de la technique du "ruling fiscal" telle que prévue à l'article 20 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale.

---

(1) Ni la loi du 5 août 1991 ni l'arrêté du Régent du 14 août 1947 modifiant le statut de la Commission économique interministérielle créée par l'arrêté royal du 26 août 1938 n'imposent l'accomplissement de cette formalité.

(2) Doc. parl. Ch. 50-2083/008 et Doc. parl. Sénat 2-1425/4.

L'article 5, § 4, en projet dispose :

> "§ 4. Le service licences du SPF Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie répond dans un délai de quinze jours à toute demande écrite d'une personne physique ou morale qui souhaite savoir si un marché spécifique est soumis à licence. Cette décision est rendue par ledit service sur base d'un dossier contenant les informations techniques nécessaires relatives au produit, technologie ou service et les informations quant au destinataire final et à l'usage dudit produit, technologie ou service".

Selon cette disposition, si le "service licences" estime que le marché est "soumis à licence", les procédures prévues en vertu de la loi du 5 août 1991 précitée s'appliquent et l'entreprise doit introduire une demande qui sera examinée conformément à la loi précitée.

Dans le cas contraire, si le "service licences" estime, "sur base d'un dossier contenant les informations techniques nécessaires relatives au produit, technologie ou service et les informations quant au destinataire final et à l'usage dudit produit, technologie ou service", qu'une telle licence n'est pas requise et rend une "décision" à ce sujet, cela aboutit de manière implicite mais certaine à autoriser l'exportation au regard de la loi du 5 août 1991 précitée.

Pareille décision, eu égard à sa nature et à son importance, ne peut être déléguée à l'administration et doit être réservée au ministre politiquement responsable devant la Chambre des représentants.

La disposition doit être fondamentalement repensée.

Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

> "Le bénéfice de l'urgence est souhaité par le Gouvernement au motif que cet arrêté doit entrer en vigueur en même temps que la loi modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Cette loi a été votée le 13 mars 2003 en séance plénière du Sénat et le législateur entend la voir entrer en vigueur le plus vite possible. En effet, les auditions parlementaires ont montré l'importance des aspects humains et économiques liés à l'exportation, l'importation et le transit d'armes. Il est donc fondamental que le Gouvernement fixe, dans des délais très court, un cadre réglementaire clair et stable.
>
> J'attire aussi votre attention sur l'urgence pour le Gouvernement d'effectuer des contrôles plus sévères à l'exportation et au transit d'équipements à usage de maintien de l'ordre afin de contribuer à un meilleur respect des droits de l'homme et à une plus grande sécurité et stabilité internationale, comme repris dans diverses positions communes du Conseil européen. Il peut, entre autre, être référé à la position commune 2002/402/PESC du 27 mai 2002 concernant les mesures restrictives à des membres de l'organisation AL-Quaida, ainsi que des autres personnes, groupes, entreprises et entités associés.".

*
* *

Overeenkomstig artikel 84, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de afdeling Wetgeving van de Raad van State zich tot het onderzoek van de rechtsgrond, van de bevoegdheid van de steller van de handeling, alsmede van de vraag of aan de voorgeschreven vormvereisten is voldaan.

Wat deze punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Het advies van de Interministeriële Economische Commissie is niet vereist [1]. Het zesde lid moet bijgevolg vervallen.

Dispositief

Artikel 1

Artikel 4 van het ontwerp van wet houdende wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van en de bestrijding van illegale handel in wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie bepaalt dat in de wet de woorden "voor militair gebruik" telkens vervangen worden door de woorden "voor militair gebruik of voor ordehandhaving" [2].

Daarom moet het koninklijk besluit van 8 maart 1993 tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie in overeenstemming worden gebracht met de gewijzigde wet en moeten de woorden "voor militair gebruik, voor ordehandhaving" vervangen worden door de woorden "voor militair gebruik of voor ordehandhaving", opdat de werkingssfeer volledig identiek is.

Artikel 2

Het ontworpen artikel 5, § 4, grijpt terug op de techniek van "fiscale ruling" waarin wordt voorzien in artikel 20 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken.

---

(1) Noch de wet van 5 augustus 1991, noch het besluit van de Regent van 14 augustus 1947 houdende wijziging van het statuut van de Interministeriële Economische Commissie, opgericht door het koninklijk besluit van 26 augustus 1938, schrijven voor dat dat vormvereiste moet worden vervuld.

(2) Gedr. Stuk Kamer 50-2083/008 en Gedr. Stuk Senaat 2-1425/4.

Het ontworpen artikel 5, § 4, bepaalt :

> "§ 4. De dienst vergunningen van de F.O.D. Economie, K.M.O., Middenstand en Energie antwoordt binnen een tijdspanne van vijftien dagen op elke schriftelijke vraag van een natuurlijke of rechtspersoon, die wenst te weten of een specifieke markt onderworpen is aan vergunning. De beslissing wordt afgeleverd door vernoemde dienst op basis van een dossier bestaande uit de noodzakelijke technische informatie betreffende het product, technologie of dienst en de informatie betreffende de eindbestemming en het eindgebruik van het desbetreffende product, technologie of dienst.".

Luidens die bepaling zijn, indien de dienst Vergunningen van oordeel is dat "de markt onderworpen is aan vergunning", de procedures voorgeschreven bij de voornoemde wet van 5 augustus 1991 van toepassing en moet de onderneming een aanvraag indienen die overeenkomstig de voornoemde wet zal worden onderzocht.

Indien de dienst Vergunningen "op basis van een dossier bestaande uit de noodzakelijke technische informatie betreffende het product, technologie of dienst en de informatie betreffende de eindbestemmeling en het eindgebruik van het desbetreffende product, technologie of dienst" daarentegen van oordeel is dat een zodanige vergunning niet vereist is en dienaangaande "een beslissing aflevert", brengt zulks impliciet doch zeker mee dat de uitvoer wordt toegestaan in het licht van de voornoemde wet van 5 augustus 1991.

Het nemen van een zodanige beslissing kan, gelet op de aard en de belangrijkheid ervan, niet worden gedelegeerd aan het bestuur en moet uitsluitend toekomen aan de minister die vóór de Kamer van volksvertegenwoordigers politiek verantwoordelijk is.

De bepaling moet fundamenteel worden herzien.

La chambre était composée de

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS, président de chambre,
Mevrouw kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY, conseillers d'Etat,
de Heren P. VANDERNOOT, staatsraden,

Madame C. GIGOT, greffier,
Mevrouw griffier.

La note du Bureau de coordination a été présentée par M. R. WIMMER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De kamer was samengesteld uit

De nota van het Coördinatiebureau werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT M.-L. WILLOT-THOMAS